

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.707/4
DU 6 JUIN 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 16 mai 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance « modifiant le Code électoral communal bruxellois », a donné l'avis suivant :

Examen de l'avant-projet d'ordonnance

Observations particulières

TITRE 1^{er}. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La mention du Titre 1^{er} « Dispositions générales » est inutile et doit être omise puisque l'avant-projet se présente comme une suite continue de modifications apportées au Code électoral communal bruxellois (C.E.C.B) et ne contient aucun autre groupement d'articles.

Article 4

1. Il convient de mentionner l'historique des modifications apportées à l'article 3 du C.E.C.B. ¹.

La même observation vaut pour la suite de l'avant-projet d'ordonnance.

2. Au 2^o, les mots « Dans ce dernier cas » peuvent être omis ².

Article 7

1. Selon son commentaire, l'article en projet est inspiré de l'article L4122-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (C.D.L.D.).

Or, quant au respect des « principes démocratiques » énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (et les protocoles additionnels), la Constitution et certaines lois, il y a lieu de constater que l'article 4, §§ 1^{er} et 2, en projet, contrairement à l'article L4122-5 du C.D.L.D., crée une différence de traitement entre les personnes mandatées par des parties politiques et les personnes figurant comme candidats sur un acte de présentation déposé en vue de l'élection.

Par ailleurs, à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 4, en projet, il n'est pas fait mention des droits et libertés garantis par la Constitution comme le fait, à juste titre, l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er} en projet.

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 113 à 115 et formules F 4-2-1-1 à F 4-2-1-9.

² Voir dans le même sens, l'article L4122-3 du CDLD.

Le commentaire de l'article ne contient aucune explication à cet égard.

Il conviendrait également d'assurer une cohérence avec l'article 23, § 7, alinéa 2, en projet (article 36 de l'avant-projet d'ordonnance), qui se réfère également au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 19 décembre 1966.

2. L'article 4, § 1^{er}, alinéa 2 et § 2, alinéa 1^{er}, en projet, prévoit que les demandes doivent être adressées par « lettre recommandée ».

Ainsi rédigées, ces dispositions semblent exiger le recours à un envoi postal recommandé et exclure, ce faisant, le recours au recommandé électronique lorsque seront en vigueur les dispositions qui, dans la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques, le recommandé électronique et les services de certification, modifiée par la loi du 13 décembre 2010, sont relatives au recommandé électronique, c'est-à-dire au plus tard le 30 juin 2011³.

Or, lorsque ces dispositions seront en vigueur, il résultera de l'article 4, § 6, de la loi du 9 juillet 2001 que, « sous réserve de l'application d'exigences légales ou réglementaires spéciales en matière d'envois recommandés, un recommandé électronique est présumé satisfaire à l'exigence d'un envoi recommandé ».

En tout état de cause, il convient d'employer une terminologie conforme à la législation en la matière⁴. À cet égard :

- si l'intention est d'exiger le recours à un envoi postal recommandé et d'exclure le recours au recommandé électronique, il y a lieu de remplacer les mots « une lettre recommandée » par les mots « un envoi postal recommandé » ;

³ Ces dispositions figurent aux articles 38 à 52 de la loi du 13 décembre 2010 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification. En vertu de l'article 57, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 13 décembre 2010, elles entrent en vigueur le 30 juin 2011. Toutefois, l'alinéa 2 de l'article 57 de la loi du 13 décembre 2010 permet au Roi de fixer une date d'entrée en vigueur antérieure.

⁴ Voir en particulier :

- les définitions des expressions « envoi postal » et « envoi recommandé » que donnent le 7^o et le 9^o de l'article 131 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, remplacé par la loi du 13 décembre 2010 ;
- la définition de l'expression « recommandé électronique » que donne le 14^o de l'article 2, alinéa 2, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques, le recommandé électronique et les services de certification, inséré par la loi du 13 décembre 2010.

- si l'intention est d'imposer le recours à un service de recommandé, sans exclure le recommandé électronique, on remplacera les mots « lettre recommandée » par les mots « envoi recommandé ».

3. À l'article 4, § 1^{er}, alinéa 4, en projet, il convient de remplacer les mots « au § 1^{er} » par les mots « à l'alinéa 1^{er} ».

4. Les personnes mandatées par les partis politiques et les personnes figurant comme candidats peuvent obtenir, contre paiement du prix coûtant, des copies ou des copies supplémentaires de la liste des électeurs (article 4, § 1^{er}, alinéa 5, et § 2, alinéa 1^{er}, en projet).

À l'article 4, § 1^{er}, alinéa 5, en projet, il est précisé que, pour ce qui concerne la délivrance de copies supplémentaires, le prix est déterminé par le collège des bourgmestre et échevins. Par contre, l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, en projet est muet sur ce point.

Conformément aux articles 117 de la Nouvelle loi communale et 13 de la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, il revient au conseil communal de fixer le prix.

Le commentaire de l'article ne précise pas la raison pour laquelle l'article 4, § 1^{er}, alinéa 5, en projet confie cette compétence au collège des bourgmestre et échevins.

5. À l'article 4, § 1^{er}, alinéa 6, en projet, les mots « fût-ce à des fins électorales » sont superflus et doivent être omis ⁵.

6. À l'article 4, § 3, alinéa 2, en projet, il convient de remplacer les mots « peuvent uniquement être utilisés à des fins électorales » par les mots « ne peuvent être utilisés qu'à des fins électorales ».

⁵ Comparer avec l'article 4, § 2, alinéa 2, en projet.

Article 13, 3°

Le respect du secret des votes et l'efficacité du scrutin en vue de permettre à tout électeur d'y participer effectivement justifient que le législateur détermine lui-même la limite supérieure et la limite inférieure du nombre d'électeurs par section de vote.

Article 25

Selon le commentaire de l'article, il est simplement rappelé aux communes qu'elles doivent fixer le prix d'un exemplaire de liste indiquant la composition des bureaux. L'article 25 de l'avant-projet d'ordonnance supprime néanmoins le prix maximum prévu à l'article 17, alinéa 2, du C.E.C.B.

À défaut d'un prix maximum, les communes seront entièrement libres de fixer le prix de cette liste, à moins de considérer qu'elles seront tenues de respecter l'article 13 de la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes.

Il convient donc soit de compléter le commentaire de l'article soit d'adapter le texte en projet.

Article 27

À l'article 19, alinéa 2, en projet, mieux vaut remplacer les mots « bureaux sectionnaires » par les mots « bureaux de vote ».

Article 30

Au 1°, il convient de remplacer les mots « article 23, 2, dernier alinéa » par les mots « article 23, § 2, dernier alinéa ».

Article 32

Comme le précise son commentaire, l'article 32 de l'avant-projet d'ordonnance a simplement pour objet de modifier l'ordre des alinéas : l'alinéa 1^{er} actuel devenant l'alinéa 2 nouveau, l'alinéa 2 actuel devenant l'alinéa 4 nouveau, l'alinéa 3 actuel devenant l'alinéa 1^{er} nouveau et l'alinéa 4 actuel devenant l'alinéa 3 nouveau.

À l'alinéa 3 (ancien alinéa 4), il faut dès lors remplacer les mots « alinéas 1^{er} à 3 » par les mots « alinéas 1^{er} et 2 ».

Article 34

L'article 22bis, § 1^{er}, alinéa 2, deuxième phrase, en projet, prévoit ceci :

« Un même sigle ou logo peut être formulé soit en français, soit en néerlandais, soit dans les deux langues ».

L'emploi des langues pour les opérations électorales relève de la notion de « l'emploi des langues en matière administrative » au sens de l'article 129, § 1^{er}, 1^o, de la Constitution ⁶. Il n'appartient donc pas au législateur régional de modifier l'emploi des langues pour les sigles ou logo des listes de candidats, cette compétence revenant au législateur fédéral à la majorité ordinaire en vertu de l'article 129, § 2, de la Constitution ⁷.

Article 36

1. Compte tenu de ce que l'article 23, § 3, alinéa 1^{er}, en projet, se réfère expressément à la notion de « déclaration d'acceptation », il convient d'utiliser cette notion dans la suite de la disposition en projet.

2. L'article 23, § 4, en projet, relève de la compétence du législateur fédéral en vertu de l'article 8, alinéa 3, de la Constitution.

Il n'appartient pas au législateur de reproduire cette disposition.

Pour le surplus, il est renvoyé à l'avis 38.960/2, donné le 19 septembre 2005, sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 16 février 2006 modifiant la loi électorale communale ⁸.

⁶ Cour constitutionnelle, le 22 décembre 1994, n° 90/94, B 5.14.

⁷ Voir, dans le même sens, l'avis 39.080/AV/3, donné le 18 octobre 2005, sur un avant-projet devenu le « Decreet van 10 februari 2006 houdende wijziging van de Gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932, de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en het decreet van 18 mei 1994 houdende regeling van het taalgebruik bij de verkiezingen » (*Doc. parl.*, Vl. Parl., 2005-2006, n° 578/1, pp. 91-130).

⁸ *Doc. parl.*, Parl. RBC, 2005-2006, n° A-198/1, pp. 56-59.

Article 44

Au 4°, il y a lieu de remplacer le mot « rédiation » par le mot « radiation » et d'adapter la seconde partie de la phrase dans la version néerlandaise du texte.

Article 51

Compte tenu de la modification apportée à l'article 29 du C.E.C.B. par l'article 29 de l'ordonnance du 16 février 2006, il convient dans un 2° nouveau d'abroger l'alinéa 2 de l'article 29 et dans le 2°, devenant le 3°, de commencer la phrase liminaire comme suit :

« dans l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 2, (la suite comme à l'avant-projet) »⁹.

Article 52

À l'article 30, § 4, alinéa 1^{er}, en projet, il y a lieu de remplacer les mots « en vertu des articles 22*bis* et 30, § 1 » par les mots « en vertu du § 1^{er} et de l'article 22*bis* ».

Article 58

Au 1°, il faut remplacer les mots « l'alinéa 2 » par les mots « l'alinéa 3 ».

Au 3°, il convient de remplacer les mots « l'ancien alinéa 5, devenant l'alinéa 6 » par les mots « l'alinéa 6 ancien, devenant l'alinéa 7 ».

Article 59

Au 1°, il vaut mieux remplacer les mots « ni candidat » par les mots « ni témoin » puisque ceux-ci sont admis dans le local de vote conformément à la disposition nouvelle insérée à l'article 35*bis* par l'article 58, 2° de l'avant-projet.

⁹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 117.

Article 69

1. Les mots « l'article 42*bis* du même code » doivent être remplacés par les mots « l'article 42*bis*, § 1^{er}, du même code ».

2. Compte tenu de la possibilité pour le bourgmestre de déléguer sa compétence, il serait plus logique de prévoir que le certificat peut également être délivré par le délégué.

Article 72

Au 2°, *in fine*, il y a lieu de remplacer les mots « à l'article 10*ter*, 2° » par les mots « à l'article 10*ter*, § 1^{er}, 1° ».

Article 84

Il y a lieu d'écrire « cette réclamation » au lieu de « ces réclamations ».

Article 85

Au 2°, il convient de remplacer les mots « article 23, § 2, alinéa 4 » par les mots « article 22, alinéa 4 ».

Observations finales

1. Lorsqu'il est opéré des références à l'intérieur d'un même acte ou d'une même division de celui-ci, il est inutile de préciser qu'il s'agit du même acte ou de la même division, par conséquent les mots « du présent code » doivent être omis, notamment aux articles 23, 30, 1°, 36 et 48, b) de l'avant-projet¹⁰.

¹⁰ *Ibid.*, recommandation n° 72, a).

2. L’auteur du texte est invité à relire attentivement l’avant-projet pour en éliminer les dernières coquilles ¹¹.

¹¹ À titre d’exemple, la ponctuation et la rédaction de l’article 42 de l’avant-projet ou l’article 26*octies*, premier tiret, du Code en projet (article 49 de l’avant-projet).

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.707/4
VAN 6 JUNI 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 16 mei 2011 door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie “tot wijziging van het Brussels Gemeentelijk Kieswetboek”, heeft het volgende advies gegeven:

Onderzoek van het voorontwerp van ordonnantie

Bijzondere opmerkingen

TITEL 1. ALGEMENE BEPALINGEN

De vermelding van Titel 1 “Algemene bepalingen” is onnodig en dient te worden weggelaten aangezien het voorontwerp zich aandient als een ononderbroken reeks wijzigingen aangebracht in het Brussels Gemeentelijk Kieswetboek (BGK) en aangezien het geen enkele andere groepswijze ordening van artikelen bevat.

Artikel 4

1. De opeenvolgende vroegere wijzigingen die in artikel 3 van het BGK zijn aangebracht, dienen te worden vermeld¹.

Dezelfde opmerking geldt voor het vervolg van het voorontwerp van ordonnantie.

2. In onderdeel 2° kunnen de woorden “In dit laatste geval” worden weggelaten².

Artikel 7

1. Het ontworpen artikel is, blijkens de bespreking ervan, ingegeven door artikel L4122-5 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie (WPDD).

Wat betreft de naleving van de “democratische beginselen”, uitgevaardigd bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (en de aanvullende protocollen), bij de Grondwet en bij bepaalde wetten, dient echter te worden opgemerkt dat het ontworpen artikel 4, §§ 1 en 2, anders dan artikel L4122-5 van het WPDD, een verschillende behandeling in het leven roept van de gevolmachtigden van politieke partijen en van de personen die als kandidaat voorkomen op een akte van voordracht met het oog op de verkiezing.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 113 tot 115 en formules F 4-2-1-1 tot F 4-2-1-9.

² Zie daarbij aansluitend artikel L4122-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Daarbij komt dat het ontworpen artikel 4, § 1, vierde lid, geen melding maakt van de rechten en vrijheden die de Grondwet waarborgt, zoals het ontworpen artikel 4, § 1, eerste lid, met recht doet.

De bespreking van het artikel bevat dienaangaande geen enkele verklaring.

Tevens dient gezorgd te worden voor samenhang met het ontworpen artikel 23, § 7, tweede lid (artikel 36 van het voorontwerp van ordonnantie), dat eveneens verwijst naar het Internationaal Verdrag inzake de burgerrechten en politieke rechten, gesloten te New York op 19 december 1966.

2. Het ontworpen artikel 4, § 1, tweede lid, en § 2, eerste lid, bepaalt dat de aanvragen bij “aangetekend schrijven” worden gedaan.

Zoals ze zijn opgesteld, lijken deze bepalingen te eisen dat gebruikgemaakt wordt van een aangetekende postzending. Ze lijken aldus het gebruik van de elektronisch aangetekende zending uit te sluiten wanneer de bepalingen van kracht zullen zijn die in de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen, de elektronisch aangetekende zending en certificatediensten, gewijzigd bij de wet van 13 december 2010, betrekking hebben op de elektronisch aangetekende zending, namelijk ten laatste op 30 juni 2011³.

Wanneer deze bepalingen van kracht zullen zijn, zal uit artikel 4, § 6, van de wet van 9 juli 2001 echter volgen: “onder voorbehoud van de toepassing van bijzondere wettelijke of reglementaire vereisten op het gebied van aangetekende zendingen wordt een elektronisch aangetekende zending geacht aan de vereiste van een aangetekende zending te voldoen”.

³ Deze bepalingen zijn opgenomen in de artikelen 38 tot 52 van de wet van 13 december 2010 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector en tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten. Krachtens artikel 57, eerste lid, 2°, van de wet van 13 december 2010 treden zij in werking op 30 juni 2011. Het tweede lid van artikel 57 van de wet van 13 december 2010 staat de Koning evenwel toe een eerdere datum van inwerkingtreding vast te stellen.

Er dient in elk geval een terminologie gebruikt te worden die overeenstemt met de wetgeving ter zake⁴. In dit verband zijn de volgende wijzigingen noodzakelijk:

- indien het de bedoeling is het gebruik van een aangetekende postzending te eisen en het gebruik van de elektronisch aangetekende zending uit te sluiten, dienen de woorden “aangetekend schrijven” vervangen te worden door de woorden “aangetekende postzending”;
- indien het de bedoeling is het gebruik van een dienst van aangetekende zending op te leggen, zonder de elektronisch aangetekende zending uit te sluiten, dienen de woorden “aangetekend schrijven” vervangen te worden door de woorden “aangetekende postzending of elektronisch aangetekende zending”.

3. In het ontworpen artikel 4, § 1, vierde lid, dienen de woorden “in § 1” te worden vervangen door de woorden “in het eerste lid”.

4. De gevolmachtigden van politieke partijen en de personen die als kandidaat voorkomen kunnen tegen betaling van de kostprijs afschriften of bijkomende afschriften krijgen van de kiezerslijst (ontworpen artikel 4, § 1, vijfde lid, en § 2, eerste lid).

Wat de afgifte van bijkomende afschriften betreft, stelt het ontworpen artikel 4, § 1, vijfde lid, dat de prijs wordt bepaald door het college van burgemeester en schepenen. Hierover wordt evenwel niets gezegd in het ontworpen artikel 4, § 2, eerste lid.

Overeenkomstig de artikelen 117 van de Nieuwe Gemeentewet en 13 van de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten, is het zaak van de gemeenteraad om de prijs vast te stellen.

De bespreking van het artikel licht niet toe waarom het ontworpen artikel 4, § 1, vijfde lid, deze bevoegdheid bij het college van burgemeester en schepenen legt.

⁴ Zie meer bepaald:

- de definities van de uitdrukkingen “postzending” en “aangetekende zending” in artikel 131, 7° en 9°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, vervangen bij de wet van 13 december 2010;
- de definitie van de uitdrukking “elektronisch aangetekende zending” in artikel 2, tweede lid, 14°, van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten., ingevoegd bij de wet van 13 december 2010.

5. In het ontworpen artikel 4, § 1, zesde lid, zijn de woorden “ook niet voor verkiezingsdoeleinden” overbodig; ze dienen te worden weggelaten⁵.

6. In het ontworpen artikel 4, § 3, tweede lid, dienen de woorden “worden enkel voor verkiezingsdoeleinden gebruikt” te worden vervangen door de woorden “mogen niet worden gebruikt tenzij voor verkiezingsdoeleinden”.

Artikel 13, 3°

De eerbiediging van het geheim van de stemming en het efficiënte verloop van de stemverrichtingen opdat elke kiezer er daadwerkelijk kan aan deelnemen, rechtvaardigen dat de wetgever zelf de boven- en ondergrens vaststelt van het aantal kiezers per stemafdeling.

Artikel 25

Luidens de bespreking van het artikel worden de gemeenten er eenvoudigweg aan herinnerd dat ze de prijs moeten bepalen van een exemplaar van de lijst met de samenstelling van de stembureaus. Artikel 25 van het voorontwerp van ordonnantie maakt evenwel de maximumprijs ongedaan die bepaald wordt in artikel 17, tweede lid, van het BGK.

Bij ontstentenis van een maximumprijs zijn de gemeenten volkomen vrij om de prijs van deze lijst vast te stellen zolang ze artikel 13 naleven van de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten.

Derhalve moet ofwel de bespreking van het artikel worden aangevuld, ofwel de ontworpen tekst worden aangepast.

Artikel 27

In het ontworpen artikel 19, tweede lid, doet men er beter aan het woord “afdelingsstembureaus” te vervangen door het woord “stembureaus”.

⁵ Vergelijk met het ontworpen artikel 4, § 2, tweede lid.

Artikel 30

In onderdeel 1° dienen de woorden “artikel 23, 2, laatste lid” te worden vervangen door de woorden “artikel 23, § 2, laatste lid”.

Artikel 32

Zoals in de bespreking van artikel 32 wordt gesteld, heeft dit artikel van het voorontwerp van ordonnantie als enige doel de volgorde van de leden te wijzigen: het huidige eerste lid wordt het nieuwe tweede lid, het huidige tweede lid wordt het nieuwe vierde lid, het huidige derde lid wordt het nieuwe eerste lid en het huidige vierde lid wordt het nieuwe derde lid.

In het derde lid (het vroegere vierde lid) dienen de woorden “eerste tot derde lid” dan ook te worden vervangen door de woorden “eerste en tweede lid”.

Artikel 34

Het ontworpen artikel 22*bis*, § 1, tweede lid, tweede zin, bepaalt het volgende:

“Een zelfde letterwoord of logo kan worden gesteld, hetzij in het Nederlands, hetzij in het Frans, hetzij in de twee talen”.

Het gebruik der talen bij de kiesverrichtingen valt onder het begrip “het gebruik van de talen voor de bestuurszaken” als bedoeld in artikel 129, § 1, 1°, van de Grondwet⁶. Het staat dus niet aan de gewestwetgever het gebruik van de talen voor de letterwoorden of logo's van de kandidatenlijsten te wijzigen, daar deze bevoegdheid krachtens artikel 129, § 2, van de Grondwet toekomt aan de federale wetgever, die bij gewone meerderheid beslist⁷.

⁶ Grondwettelijk Hof, 22 december 1994, nr. 90/94, B. 5.14.

⁷ Zie, in dezelfde zin, advies 39.080/AV/3, gegeven op 18 oktober 2005, over een voorontwerp dat heeft geleid tot het “Decreet van 10 februari 2006 houdende wijziging van de Gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932, de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en het decreet van 18 mei 1994 houdende regeling van het taalgebruik bij de verkiezingen” (*Parl.St.* VI. Parl. 2005/2006, nr. 578/1. 91-130).

Artikel 36

1. Rekening houdend met het feit dat het ontworpen artikel 23, § 3, eerste lid, uitdrukkelijk verwijst naar het begrip “verklaring van bewilliging”, moet dit begrip verder in de ontworpen bepaling worden gebruikt.

2. Het ontworpen artikel 23, § 4, valt onder de bevoegdheid van de federale wetgever krachtens artikel 8, derde lid, van de Grondwet.

Het staat niet aan de wetgever deze bepaling over te nemen.

Voor het overige wordt verwezen naar advies 38.960/2, gegeven op 19 september 2005, over een voorontwerp dat heeft geleid tot de ordonnantie van 16 februari 2006 tot wijziging van de gemeentekieswet⁸.

Artikel 44

In de Franse versie dient in onderdeel 4° het woord “rédiation” te worden vervangen door het woord “radiation” en in de Nederlandse versie van de tekst dient het tweede deel van de zin te worden aangepast.

Artikel 51

Gelet op de wijziging die bij artikel 29 van de ordonnantie van 16 februari 2006 in artikel 29 van het BGK is aangebracht, dient in een nieuw onderdeel 2° het tweede lid van artikel 29 te worden opgeheven en dient in onderdeel 2°, dat onderdeel 3° wordt, de inleidende zin als volgt te beginnen:

“in het vroegere derde lid, dat het tweede lid wordt, (verder zoals in het voorontwerp)”⁹.

⁸ Parl.St. Parl. BHR 2005-2006, nr. A-198/1, 56-59.

⁹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling. 117.

Artikel 52

In het ontworpen artikel 30, § 4, eerste lid, dienen de woorden “krachtens de artikelen 22*bis* en 30, § 1” te worden vervangen door de woorden “krachtens § 1 en artikel 22*bis*”.

Artikel 58

In onderdeel 1° dienen de woorden “het tweede lid” te worden vervangen door de woorden “het derde lid”.

In onderdeel 3° dienen de woorden “het vroegere vijfde lid, dat het zesde lid wordt,” te worden vervangen door de woorden “het vroegere zesde lid, dat het zevende lid wordt”.

Artikel 59

In onderdeel 1° is het verkieslijk het woord “kandidaat” te vervangen door het woord “getuige”, aangezien deze getuigen in het stemlokaal worden toegelaten, overeenkomstig de bij artikel 58, 2°, van het voorontwerp in artikel 35*bis* ingevoegde nieuwe bepaling.

Artikel 69

1. De woorden “artikel 42*bis* van hetzelfde wetboek” moeten worden vervangen door de woorden “artikel 42*bis*, § 1, van hetzelfde wetboek”.

2. Gelet op de mogelijkheid die de burgemeester heeft om zijn bevoegdheid te delegeren, zou het logischer zijn te bepalen dat het attest eveneens door de gemachtigde kan worden afgegeven.

Artikel 72

In onderdeel 2°, *in fine*, moeten de woorden “in artikel 10*ter*, 2°” worden vervangen door de woorden “in artikel 10*ter*, § 1, 1°”.

Artikel 84

Men schrijve “dit bezwaar” in plaats van “deze bezwaren”.

Artikel 85

In onderdeel 2° moeten de woorden “artikel 23, § 2, vierde lid” worden vervangen door de woorden “artikel 22, vierde lid”.

Slotopmerkingen

1. Wanneer een verwijzing binnen eenzelfde tekst of binnen eenzelfde indeling van die tekst, wordt gemaakt is het onnodig te herhalen dat het om dezelfde tekst of indeling gaat; bijgevolg behoren de woorden “van dit wetboek” te vervallen, meer bepaald in de artikelen 23, 30, 1°, 36 en 48, b), van het voorontwerp¹⁰.

2. De steller van de tekst wordt verzocht het voorontwerp aandachtig te herlezen teneinde de resterende verschrijvingen erin weg te werken¹¹.

¹⁰ *Ibid.*, aanbeveling. 72, a).

¹¹ Bijvoorbeeld de leestekens en de redactie van artikel 42 van het voorontwerp of artikel 26*octies*, eerste streepje, van het ontworpen wetboek (artikel 49 van het voorontwerp).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY